

## Décembre 2016

### ► 20 déc : Session plénière du Conseil de Nantes Métropole

Cette session a eu lieu le vendredi 16 déc. et a traité de Alep, NDDL et de la modification du SCOT, bien entendu.

Elle a également traité de nombreux sujets, comme les Orientation Budgétaires de l'agglomération, le Développement durable, le soutien aux rénovations énergétique des copropriétés, le projet Petite Hollande, les Gens du voyage, ...

Pour lire les interventions des Elu.e.s écologistes et citoyens, [cliquer ici](#).

### ► 12 déc. : Lettre Info des élu-e-s écologistes & citoyens, Ville de Nantes

Pour lire la lettre, [cliquer ici](#)

#### Au menu :

► Les Interventions des Elu.e.s écologistes et citoyens au Conseil municipal de Nantes le vendredi 9 déc. 2016 Débat d'orientations budgétaires 2017, Développement durable, ouverture des commerces le dimanche, ...)

► Les actualités (manger local, participation d'enfants au devenir de leur quartier, Grenoble : ville en transition. Et Nantes ?, ...)



### ► 10 déc : à NDDL, l'évacuation attendra

Le (nouveau) gouvernement préfère régulariser le contentieux européen avant de lancer les travaux de l'aéroport...

### ► 7 déc. ; Syrie : soutien à Alep samedi 10 déc à 16h00 place Graslin à Nantes

Un peu partout en France, des rassemblements sont prévus pour "*rompre le silence*".

Pour cela, les musiciens amateurs et professionnels sont invités à se faire entendre.

Samedi Urban Voices fera résonner ce soutien grâce aux tambours

Pour lire l'appel national, [cliquer ici](#)

## Novembre 2016

### ► 29 nov. : ALERTE STOCAMINE

"L'entreprise Stocamine avec la complicité de l'état français va enfouir définitivement 42 000 tonnes de déchets industriels dangereux qui pollueront l'air, le sol et l'eau de la plus grande nappe phréatique d'Europe. Ces déchets sont actuellement stockés dans le fond d'une mine à Wittelsheim dans le Haut- Rhin."

Une pétition va être adressée à la Ministre de l'environnement, Ségolène Royal pour ne pas enterrer ces déchets.

Pour lire la pétition et la signer, [cliquer ici](#)

### ► 28 nov. : échange entre Cohn-Bendit et Mélançon

Selon *Libération* : Ambiance, hier soir sur France 2. Daniel Cohn-Bendit était présent en plateau pour commenter les résultats de la primaire de la droite, et a été invité à poser une question à Jean-Luc Mélançon, en duplex. « *Jean-Luc, si tu te présentes à la primaire, tu peux la gagner* », a démarré l'ancien eurodéputé, avant de se faire interrompre par le leader de la France insoumise. « *M. Cohn Bendit, est-ce que vous pouvez m'appeler par mon nom et pas par mon prénom s'il vous plaît ? Nous ne sommes pas amis, vous le savez, ne jouons pas la comédie* », est ainsi intervenu Mélançon. « *Va te faire voir !* », a rétorqué Daniel Cohn-Bendit, assurant avoir « *toujours tutoyé* » son interlocuteur. « *S'il n'a pas envie, qu'il aille tutoyer Castro et qu'il me foute la paix.* »

### ► 27 nov : Souvenirs de Fillon :

François Fillon vient d'être confirmé comme candidat officiel de la droite à la présidentielle. Cela me rappelle des souvenirs. En 1998, nouvellement élu Conseiller régional vert (d'opposition), j'ai connu François Fillon, alors Président du Conseil régional. Quelques années après, il a été nommé ministre. Mais Jacques Chirac avait alors décrété une règle de non cumul : un ministre ne pouvait pas rester, en même temps, chef d'une collectivité territoriale importante. François Fillon était, lui, partisan du cumul des mandats. Mais il a dû se plier et il est devenu 1er Vice Président du Conseil régional, laissant Jean-Luc Harousseau devenir Président.

C'est alors qu'il s'est aperçu que le premier Vice-Président devait absolument bénéficier d'une voiture de fonction et d'un chauffeur ; c'est donc ce qu'il a fait voter par sa majorité....

### ► + 55 000 emplois en Pays de la Loire grâce à la transition écologique de l'économie !

Le Schéma Régional de Développement Économique, d'Innovation et d'Internationalisation de la Région (SRDEII) sera voté lors de la session du conseil régional de décembre. Ce projet d'inspiration libérale réduit le rôle de chef de file que doit jouer la Région à celui d'un simple guichet à subventions. De plus, il semble ignorer le dérèglement climatique et la raréfaction des ressources naturelles

En réaction au projet de schéma de la majorité, le groupe Ecologiste et Citoyen formule des propositions pour la création de 55 000 emplois d'ici 2020 en Pays de la Loire grâce à la transition écologique de l'économie, autour de 5 piliers : agriculture biologique et paysanne, transition énergétique, économie circulaire, économie collaborative, sociale et solidaire et de proximité, formation.

Pour lire ces propositions détaillées, [cliquer ici](#)

► **L'impasse nucléaire** GREENPEACE lance une alerte : L'étude des comptes d'EDF démontre que la stratégie industrielle de prolongation des réacteurs coûte plus cher que de les fermer.

Si EDF mettait vraiment de côté l'argent nécessaire au démantèlement des centrales et à la gestion des déchets, sa faillite serait déjà déclarée !

L'entreprise doit de plus faire face à un mur d'investissement de 165 milliards d'euros d'ici à 2025, soit plus de 15 milliards par an pour prolonger la durée de production des centrales existantes.

EDF en est bien incapable et se garde bien de communiquer sur cette somme astronomique.

Ajoutons le fardeau de Flamanville : déjà six ans de retard accumulés dans la construction, et une

facture qui a été multipliée par trois. De plus, fin 2014, l'ASN a identifié une anomalie sur la cuve de cet EPR, qui est donc inapte.

Pour lire la communication de GREENPEACE, [cliquer ici](#)

De son côté, le réseau 'Sortir du Nucléaire' dénonce une recapitalisation de 7 milliards € pour EDF et AREVA prévue dans le projet de budget 2017 de l'Etat. Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

Et de conclure : **"Il est temps d'arrêter les frais ! Il est indécent que les Français continuent à payer pour une arme nucléaire dangereuse et inutile, pour un EPR inconstructible, pour une illusoire prolongation des réacteurs et des déchets qui continuent de s'accumuler. Il est urgent que la France cesse de soutenir cette filière du passé pour enfin investir dans un avenir viable, débarrassé des risques nucléaires civils et militaires."**

### ► 24 nov. : Bulletin régional EELV

Pour le lire, [cliquer ici](#).

Au menu : rassemblement pour un accueil décent des personnes sans-abris, Christophe Béchu pour une identité heureuse mais sans les homosexuels, Non au flashball comme arme de défense de la police municipale, NDDL : le mouvement Anti aéroport dénonce la répression préventive, ...

### ► Le 24 nov. Dernière nouvelle : les députés viennent de rétablir l'objectif de 20% de bio en restauration collective

#### ► 16 nov : Les sénateurs contre le bio dans les restaurants scolaires

En octobre dernier, sur proposition de la députée EELV Brigitte Allain, les députés ont adopté à l'unanimité un amendement visant à introduire 20% de produits bio dans la restauration collective publique (écoles, maisons de retraites, hôpitaux) et 40% de produits locaux d'ici 2020.

Joël Labbé, sénateur EELV du Morbihan, a défendu ce même amendement. Mais la majorité du Sénat a tout simplement refusé de l'examiner.

Pour information, les sénateurs des Pays de la Loire qui ont repoussé cet amendement sont les suivants : Joël Guerriau, André Trillard, Christophe Béchu, Catherine Deroche, Elisabeth Doineau, François Zocchetto, Louis-Jean De Nicolay, Jean-Pierre Vogel, Didier Mandelli et Bruno Retailleau.

Espérons que le calendrier parlementaire permettra à cet amendement d'être confirmé par les député.e.s en seconde lecture, avant la fin de la mandature.

Question subsidiaire : les sénateurs ont-ils également refusé l'utilisation de produits bio dans leur restaurant d'assemblée ? Ou bien leur santé est-elle plus précieuse que celle des enfants, des malades et les personnes âgées ?



### ► 11 nov. : l'effet Trump

Souhaitons qu'il soit moins fou que cynique et démagogique...



### ► 3 nov. : La bataille du CETA n'est pas finie

Les avancées obtenues par le parlement wallon ne sont pas (encore ?) intégrées dans le traité avec le Canada. C'est un simple texte additionnel proposé par la Belgique.

Cela signifie que rien n'est encore joué, tant ce projet d'accord commercial pose de problèmes.

Vous pouvez écouter deux interventions claires sur ce sujet devant le parlement européen :

- ▶ Yannick Jadot (Député EELV) : [cliquer ici](#)
- ▶ Philippe Lambert (Député « Ecolo ») : [cliquer ici](#)

▶ **1er nov. 2016 : dessin de Chaunu dans Ouest-France**



## Octobre 2016

▶ **27 oct. CETA : les avancées obtenues par les Belges** selon *France24* :

- ▶ Ils ont obtenu que les juges européens de ces tribunaux – il y aura aussi des Canadiens – soient nommés par les États membres de l'UE, afin de s'assurer qu'ils ne soient "*pas issus des milieux d'affaires*". Ces juges devront en outre être rémunérés par l'Union européenne (UE) et le Canada de manière permanente, un système qui devra progresser vers des juges employés à temps plein.
- ▶ Le droit des États à réglementer au nom de l'intérêt général, notamment en termes de santé publique, est reconnu, même s'il s'oppose à l'intérêt d'une firme multinationale.
- ▶ Sur le volet agricole, les Wallons ont également réussi à obtenir la garantie, via des contingents tarifaires, que des entreprises américaines ne puissent profiter du CETA pour inonder les marchés européens via leur filiale canadienne. Autre concession arrachée par les Wallons : la possibilité pour les Européens d'activer des clauses de sauvegarde en cas de perturbations sur le marché agricole.
- ▶ Enfin, toutes les législations européennes visant l'interdiction de certains produits innovants contestés au sein de l'UE, tels les OGM ou les hormones, ne pourront pas être entravés par la mise en œuvre du CETA.
- ▶ Pour lire l'article de France24, [cliquer ici](#).

▶▶ **24 oct. : pour le blocage du CETA, merci, les Belges !**

Le CETA, c'est ce projet d'accord commercial entre le Canada et l'Union Européenne qui devait être signé ce weekend. Cet accord contient des caractéristiques voisines de celles du TAFTA en négociation avec les USA.

Il permet, par exemple, à une firme internationale d'attaquer un Etat qui prendrait des lois contraires aux intérêts de cette multinationale. Il permet, également, la remise en question des normes comme les Appellations d'origine contrôlée (AOC).

Fort heureusement, le gouvernement de Wallonie et son Premier ministre Paul Magnette, refusent de ratifier cet accord et bloquent sa signature, malgré les fortes pressions de l'Union européenne. Ils reprochent à cet accord, de plus, de ne pas tenir compte des engagements de la COP 21 sur le réchauffement climatique, ni de la sortie de la Grande Bretagne de l'union Européenne pour le calcul des importations/exportations.

Pour apporter votre soutien au gouvernement Walon, [cliquer ici](#).

Pour marquer votre opposition au traité CETA, [cliquer ici](#)

► **18 oct. Liaison ferroviaire Nantes-Rennes : un débat à refaire :**

Lors du débat public qui a eu lieu en 2014, seuls 3 fuseaux de lignes TGV ont été présentées, alors que la discussion n'a jamais porté sur l'intérêt général (économique, social, écologique) d'une ligne TGV, plutôt qu'une amélioration des lignes existantes pour améliorer les dessertes TER.

Suite aux recours des associations environnementales, le Comité de pilotage du projet ferroviaire LNOBPL (Liaison Nouvelle Ouest Bretagne Pays de la Loire) a décidé d'engager une nouvelle phase de concertation.

Pour lire le communiqué de France Nature Environnement, [cliquer ici](#).

► **15 oct. : Appel à participation au Conseil de Développement Lucéen**

C'est maintenant que se construisent les décisions qui vous concerneront demain

- nouvelle réglementation en 2018 de l'urbanisme et la construction
- aménagements centre-ville, Minais, Islettes, Cadoire, route de Thouaré
- services et commerces ; résidences seniors
- voiries ; mobilités piétons-vélos ; transports collectifs
- valorisation de la Loire et des espaces naturels
- transition énergétique
- vie locale et associative ; mixité sociale et intergénérationnelle

**Pour vous informer, donner vos avis, échanger avec d'autres Lucéens : participez au conseil de développement lucéen**

Pour plus de précisions, [cliquer ici](#).

Pour vous inscrire date limite 31 octobre (Le CDL vous contactera pour la suite)

→ Par mail à [cdl.sainteluce.citoyenne@gmail.com](mailto:cdl.sainteluce.citoyenne@gmail.com) en précisant l'atelier de votre choix

→ Par remise à l'accueil de la mairie ou courrier à CDL Hôtel de ville 44981 Sainte Luce sur Loire, de la fiche "*Je participe au CDL*" téléchargeable [en cliquant ici](#)

► **14 oct. : Journée d'action samedi contre les traités de libre échange**

Après plusieurs années de mobilisation des deux cotés de l'Atlantique, nous sommes parvenus à mettre de sérieux bâtons dans les roues du TAFTA, le projet d'accord qui vise à libéraliser les échanges commerciaux et les investissements entre les États-Unis et l'Union européenne. Mais l'Union européenne s'appête à signer un traité similaire avec le Canada : le CETA. Celui-ci doit recevoir l'approbation des États membres le 18 octobre prochain. S'il est approuvé, il sera soumis à la ratification du Parlement européen dans les mois suivants.

Partout en Europe, les peuples se mobilisent pour refuser les traités transatlantiques TAFTA et CETA.

**En France ce samedi 15 octobre sera une journée de mobilisation contre le CETA**

**Rendez-vous à Nantes à 15 h au croisement Cours des 50 Otages / rue de la Barillerie.**

Pour lire l'appel national, [cliquer ici](#)

► **13 oct. : Pétition Syrie de 'Médecins du Monde' :**

Alep est à l'agonie. Si nous n'agissons pas, il ne restera que les cadavres de ses habitants qui n'auront pas pu fuir, pas pu se protéger. Notre indignation doit faire cesser ce massacre. Signez la pétition [en cliquant ici](#).



► **13 octobre : M. Retailleau et sa majorité mettent en place leur 'ordre moral'**

Alors que la Région était reconnue pour la qualité de ses actions éducatives pour les jeunes des lycées et des CFA (15 000 jeunes bénéficiaires en 2015-2016), en particulier sur le thème de la lutte contre les discriminations, M. Retailleau et sa majorité ont supprimé ce thème des actions éducatives.

Après la suppression des subventions régionales pour le Cinépride à Nantes et la Gay Pride au Mans (ou le Hellfest à Clisson), la majorité régionale essaye de mettre en place son 'ordre moral'

dont sont exclus le respect de la diversité et des différences. Elle se rapproche ainsi un peu plus de la droite extrême qui, face aux nombreux périls auxquels l'humanité est soumise, n'est capable que de prôner la division et l'exclusion.

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#).

### ► 5 oct : Un maire FN veut expulser le Secours Populaire de sa commune à Hayange

Il reproche à cette association caritative (qui aide 800 personnes démunies à Hayange) de venir en aide aux réfugiés, alors que c'est le cœur de leur mission que d'aider les plus démunis - y compris les réfugiés qui ont dû quitter leur pays en proie à la guerre et à la misère. Le Secours Populaire joue un rôle fondamentale pour la solidarité en soutenant toutes les familles victimes de la pauvreté et de l'exclusion. Il faut l'y aider et non l'arrêter !

Pourtant, le maire FN, M Fabien Engelman, leur a supprimé toute subvention. Et maintenant il veut les chasser du local qu'ils occupent depuis près de vingt ans !

Mais les responsables associatifs ont refusé de rendre les clés de leur local. Apportons-leur notre soutien pour qu'ils continuent à secourir les plus démunis à Hayange.

Signez la pétition [en cliquant ici](#).

### ► 4 octobre : Empêchons les sénateurs de censurer le bio dans les cantines !

Le 05 octobre prochain, les Sénateurs devaient débattre de l'introduction d'un seuil de 20 % d'aliments biologiques en restauration collective d'ici 2020, via un amendement au projet de loi sur l'Égalité et la Citoyenneté.

**Le débat et le vote n'auront pas lieu !**

Une Commission spéciale, présidée par Jean-Claude Lenoir (LR) et composée des rapporteuses Dominique Estrosi Sassone (LR) et de Françoise Gatel (UDI), a tout bonnement estimé que l'amendement déposé était irrecevable ; ce seuil de 20 % a pourtant été voté à l'Assemblée nationale !

**L'irrecevabilité invoquée ressemble purement et simplement une opération de censure !!!**

**[Interpellez le président du Sénat dès maintenant et avant le 05 octobre en cliquant ici !](#)**

### ► 4 octobre : Benoît Hamon sur France-inter

Interrogé par Léa Salamé, Benoît Hamon a confirmé qu'il était partisan du partage du travail, pour compenser l'automatisation croissante des tâches répétitives. Il souhaite également l'instauration d'un Revenu Universel d'Existence (750€ minimum) qui ne se substitue pas à toutes les prestations sociales (sous prétexte de simplification). De plus, il affirme la nécessité de réformer profondément notre mode de développement, car la croissance à tout prix est insoutenable par rapport à l'environnement et au climat. Et c'est précisément ce qui le différencie de Hollande et de Montebour qui sont "*arrimés au monde d'hier*". Pour ré-écouter l'interview, [cliquer ici](#).

On a ainsi la confirmation qu'une partie du PS est écolo-compatible.

### ► 2 octobre : Une vidéo-surveillance à Sainte-Luce ?

Le 29 septembre, le journal *20 minutes* nous annonçait que Nantes et 8 autres communes de l'agglomération, dont **Sainte-Luce**, lançaient une étude pour installer des caméras de surveillance.

Double surprise, car on ne voit pas de lieu de grande insécurité à Sainte-Luce, justifiant ce genre de dispositif ; et cette annonce intervient 2 jours après le Conseil municipal où la majorité municipale n'a pas soufflé mot de ce projet.

Alors, c'est une erreur de *20 minutes*, ou bien un projet caché aux Lucéens ?

Une expression du Maire serait la bienvenue...

► **29 sept : Un peu de démocratie à la CCI ?**

Les élections internes à la Chambre de Commerce et d'Industrie 44 vont avoir lieu le 20 octobre. Mais cette fois-ci, il y aura deux listes en présence, contrairement à l'habitude.

La seconde liste sera menée par Jean-Marie Ravier, chef d'entreprise à Mésanger qui est un opposant connu au projet d'aéroport à NDDL (c'est lui qui présentait les petites vidéos diffusées lors de la « consultation » en juin dernier). Cela tranche avec la position traditionnelle pro-aéroport de la CCI représentée par la « première » liste.

Mais Jean-Marie Ravier ne fait pas que parler de l'aéroport : il souhaite aussi que la CCI soit un soutien plus actif aux patrons en matière de numérique (haut débit), de repérage des métiers en tension et de mise en place de formations, ...

La diversité et le débat démocratique seraient-ils en train de pénétrer le monde patronal ?

► **26 sept : le boulet du nucléaire**

Dessin publié par "Alternatives économique" (octobre 2016)



► **22 sept : Pollution auto, le gouvernement menace**

Du fait des fraudes des constructeurs auto sur le niveau de pollution atmosphérique de leurs véhicules,

elles ont bénéficié indument du système des bonus-malus au détriment de l'Etat.

L'Etat entend bien récupérer ce manque à gagner et veut durcir le système du bonus-malus. Par exemple, il envisage de supprimer le bonus des véhicules hybrides.

Serait-ce lié au fait que les constructeurs français n'ont pas été capables de construire des véhicules hybrides essence ?

Et puis, les personnes dont la vie a été écourtée du fait de la pollution atmosphérique, à qui doivent-elles se plaindre ???...

► **22 sept : M. Wauquiez multiplie par... 40 les subventions aux chasseurs (et supprime celles des associations environnementales)**

Qui est le mieux placé pour faire de l'éducation à l'environnement ? La Ligue de Protection des Oiseaux ? La Fédération Régionale des Associations de Protection de la Nature ? Le réseau Graine ?

Pas du tout, selon Laurent Wauquiez, Président de la région Auvergne-Rhône-Alpes et Président provisoire de « Les Républicains », qui a décidé d'attribuer une subvention de 3 millions € aux chasseurs.

Rappel : c'est le même Laurent Wauquiez qui refuse d'accueillir quelques centaines de réfugiés dans sa région de 8 millions d'habitants. « Ras le bol de la biodiversité », tel semble être son mot d'ordre...

Pour lire l'article de *Reporterre* sur ce sujet, [cliquer ici](#).

► **20 sept ; Accueil des réfugiés : faire preuve de solidarité et de responsabilité !**

Les Président.e.s des groupes écologistes des Conseil régionaux communiquent : "Le Gouvernement a annoncé cette semaine son intention de répartir les réfugié-e-s sur le territoire national, ce qui passe par la création de 9 000 places dans des centres d'accueil et d'orientation. En réaction, dans toutes les régions la droite dite « républicaine » s'oppose de manière particulièrement véhémente à ce plan, évoquant en outre avec mauvaise foi la création de "mini-Calais".

Elu-e-s régionales/aux écologistes, (...) nous continuons d'en appeler à la solidarité pour prendre

*en charge tous les réfugié-e-s, provenant de pays en guerre, fuyant la misère et la détresse, luttant pour leur survie... C'est dans ce même esprit de solidarité que le maire EELV de Grande-Synthe (Nord), Damien CAREME, avec le soutien essentiel d'associations humanitaires, a courageusement mis en place un camp d'accueil temporaire de réfugiés répondant aux normes internationales."*

*"Nous avons affaire à un phénomène structurel et non conjoncturel. Les facteurs des migrations (économie, guerre, climat, ...) interagissent entre eux et sans lutte déterminée et efficace contre le changement climatique, les réfugiés seront demain autrement plus nombreux."*

*(...) "Pour les élu-e-s écologistes, (...) les Régions ont elles-mêmes un rôle à jouer dans le nécessaire élan de solidarité qui doit toutes et tous nous concerner. Elles peuvent se revendiquer comme des "Régions terres d'accueil" en facilitant, à travers leurs compétences et leurs dispositifs, les accès à la formation, à l'emploi, à la vie sociale des réfugié-e-s".*

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#)

► **Prochaines conférences du Conseil de Développement Lucéen :** (ouvertes à toutes et tous)

- "L'habitat et les mobilités des seniors dans la ville" avec le lucéen Luc Blond directeur Mutualité retraite. Le 22 sept à 20h30 salle Dagorne ;
- "Prévenir les addictions", avec Lucie Gailledrat médecin chef de service au centre nantais Apsyades de soins et de prévention des addictions : Le 10 novembre ;
- "réussir la petite enfance" avec Agnès Florin professeur émérite de l'université de Nantes et experte auprès d'organismes nationaux et internationaux. Le 7 décembre.

► **19 sept ; Les plantes OGM mutées : un Débat technique de haute importance**

Ces plantes ont des gènes modifiés, sans apport de gènes extérieurs. Sont-elles des OGM (passibles des mêmes réglementations) ?

Après le refus du premier ministre de se prononcer, 9 organisations, dont la Confédération Paysanne, ont lancé un recours au Conseil d'Etat. Celui-ci devrait demander l'avis de la cour de justice européenne, donnant ainsi crédit à la requête des 9 organisations.

De quoi s'agit-il ?

Le colza « VrTH » génétiquement modifié, par exemple, est rendu artificiellement tolérant aux herbicides (comme le RoundUp). Conséquences :

- ▶ il permet une utilisation plus importante de pesticides par les agriculteurs, comme on l'observe actuellement ;
- ▶ le colza VrTH peut accumuler plus de pesticides (nuisibles à la santé) que les autres plantes ;
- ▶ un risque potentiel de contamination génétique des bactéries intestinales humaines (certaines études commencent à le montrer) ;
- ▶ risque de contamination génétique aux plantes voisines de cette résistance aux herbicides ;
- ▶ subordination financière du paysan au semencier industriel (brevets).

Il est donc très important d'assimiler ces « plantes mutées (génétiquement) » à des OGM.

Pour lire la dépêche AFP, [cliquer ici](#).

► **16 sept : La Cour pénale internationale va se pencher sur les crimes contre l'environnement**

La CPI s'occupait jusqu'à présent des génocides, des crimes contre l'humanité, des crimes de guerre et des crimes d'agression. Elle a annoncé jeudi qu'elle allait commencer à se pencher sur les crimes liés à la destruction environnementale, l'exploitation illégale des ressources naturelles et les dépossessions foncières illicites. Désormais, dirigeants d'entreprises et responsables politiques seront susceptibles d'être poursuivis s'ils s'impliquent dans des programmes illégaux de ventes de terrains qui s'accompagnent de violents déplacements de populations, disent des organisations non gouvernementales et des juristes.

Pour lire l'article sur le site de "Europe 1", [cliquer ici](#).



► **16 sept : Centrales nucléaires en Angleterre, un engagement à haut risque pour EDF**

Le gouvernement anglais vient de donner son feu vert à la construction de 2 centrales nucléaires EPR par EDF, mais il ne prend aucun risque. C'est EDF qui assure l'investissement de 23,32 milliards € (avec la participation des chinois à hauteur de 33,5%). De plus, tout changement au capital de ces centrales devra obtenir l'accord du gouvernement anglais. Aurait-il peur, par exemple, qu'EDF ne soit acculé à vendre sa part de capital aux chinois, étant donné son surendettement ?

Car aucune centrale EPR n'a réussi à fonctionner dans le monde, malgré les nombreuses années de retard à la construction, avec les pertes financières induites. Et **tous les syndicats de salariés** ont exprimé leur opposition à ce projet en Angleterre ; le directeur financier d'EDF a même démissionné pour marquer son opposition.

La direction d'EDF et le gouvernement français ont exprimé leur soulagement à cet accord anglais. Ils sont bien les seuls !

Pour lire l'article sur ce sujet publié sur ce blog en mars dernier, [cliquer ici](#).

► **15 sept : Vente du capital des Chantiers de St-Nazaire**

La firme coréenne STX vend le Chantier naval de St-Nazaire (dont l'Etat français est actionnaire minoritaire) pour faire face à ses difficultés financières.

Dans un communiqué, les élu.e.s régionaux EELV des Pays de la Loire soulignent que le Conseil régional a joué un rôle important dans les moments difficiles pour les Chantiers, aussi bien pour la formation des salariés que pour la mutualisation des sous-traitants de la navale dans Néopolia et l'engagement vers les énergies marines renouvelables (ex : éolien en mer).

*"(...) la Région doit continuer d'agir tant pour faciliter l'avancement du dossier, qu'en construisant des solutions concrètes pour aider au développement industriel des Chantiers et de l'éco-système économique associé. Il faut valoriser des savoir-faire acquis, tout en les complétant avec de nouvelles compétences. STX a exploré très tôt l'opportunité de la transition écologique.*

*Aujourd'hui, le site est positionné comme acteur majeur dans les énergies marines renouvelables et la production de navires respectueux de l'environnement. C'est un axe que nous soutenons".*

Ils proposent également d'ouvrir le capital des Chantiers aux collectivités locales et à l'actionariat salarial et citoyen.

Pour lire le communiqué, [cliquer ici](#).

► **14 sept : Nouveau dérapage du Maire de Cholet**

Malheureusement le maire de Cholet est coutumier du fait. Difficile pour lui d'accepter une contradiction qu'il supporte de plus en plus mal. Le conseil municipal de lundi en a encore été la triste illustration.

Premier acte, le maire refuse de donner un droit de réponse légitime de la minorité municipale sur un dossier de fond. Les dix élus des deux groupes d'opposition décident alors de quitter la séance pour faire valoir leur mécontentement. Second acte, M. Bourdoleix interdit ensuite l'accès dans l'enceinte du conseil aux journalistes qui étaient sortis pour interviewer les élus municipaux d'opposition. Faut-il rappeler que le conseil municipal est public ? M. Bourdoleix est-il au-dessus de la loi ?

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes, [cliquer ici](#).

► **12 septembre : Concertation, pour quoi faire ?**

Un article de presse nous apprend que *"La Ville décide de réduire l'éclairage public"*.

Dans l'ancienne municipalité, nous avons travaillé avec Nantes Métropole sur cette question. Et nous avons élaboré un plan de concertation avec la population quartier par quartier, pour bien expliquer l'objectif et les différentes possibilités, pour démystifier les craintes concernant l'éclairage et la sécurité, ...Plan finalement reporté pour cause d'élections municipales.

Mais nous n'avons pas envisagé cette solution ultra simple : *"La Ville a décidé..."*

*A Sainte-Luce, la concertation et la démocratie participative explorent des chemins ignorés jusqu'à présent !...*

► **10 sept : histoire de primaires**

- A la fête du PC, une partie de la gauche de la gauche dit : "Il faut une primaire pour désigner un(e) candidat(e) unique". L'autre partie hésite.
- A La Rochelle, la gauche du PS dit : "Il faut une primaire de toute la gauche et des écologistes".
- Et Mélanchon dit : "Votez pour moi !"...

► **4 sept : une rentrée des classes pas pour tout le monde !**

En Loire-Atlantique, près de 500 mineurs étrangers n'étaient pas accueillis dans les établissements scolaires sous divers prétextes. A Nantes, ce sont presque 100 jeunes de 14 à 18 ans qui ne sont pas encore pris en charge par l'Aide sociale à l'enfance, qui dorment dans des squats, dans la rue, sous des tentes et à qui l'entrée à l'école est refusée. A Nantes comme ailleurs dans la région, ce sont les droits fondamentaux à la protection, au logement, à la santé, à l'éducation définis par la convention internationale des droits de l'enfant qui ne sont pas appliqués. Plusieurs élu.e.s ont lancé des alertes, sans grand succès, semble-t-il. Pour lire le communiqué des Elu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#)

► **3 sept : la saison des primaires selon Chaunu (Ouest-France)**

.  
. .  
. . .

► **3 sept : les succès de l'été**

Dans le désordre : le burkini, les pokémons et Macron



## Août 2016

### ► 27 août : le burkini selon Chaunu (Ouest-France)



C'EST L'ACHAT DES FOURNITURES SCOLAIRES POUR PRÉPARER LA RENTRÉE

### ► Primaires LR

La rentrée (politique) vue par le "canard" du 24 août



### ► 20 août : disparition de Jean-Claude Demaure

Communiqué des élu.e.s écologistes de Nantes et de la région :

"C'est avec une grande émotion que nous avons appris le décès de Jean-Claude Demaure, adjoint à l'environnement de la ville de Nantes de 1989 à 2001.

Pionnier infatigable, Jean-Claude Demaure aura beaucoup apporté à l'écologie, à la fois comme universitaire, militant associatif, élu local et régional. La liste des actions qu'il a pu impulser est sans fin, nous retiendrons par exemple, au niveau nantais, son action pour la gestion des déchets ou la prévention des risques, la mise en place d'Ecopole, ou encore le développement des jardins familiaux, action à laquelle il tenait particulièrement.

Toujours aussi mobilisé contre la destruction de l'environnement, Jean-Claude Demaure, après avoir été un acteur majeur pour la protection de la Loire ou contre les projets de centrale nucléaire dans l'estuaire, restait aussi très engagé contre le projet d'aéroport à NDDL. Il avait soutenu la liste menée par Pascale Chiron lors des dernières municipales à Nantes. Nous perdons aujourd'hui un compagnon dont la mémoire se perpétuera dans les nombreuses réalisations et politiques publiques qu'il a initiées dans sa vie d'écologiste militant, et nous nous associons à la peine de sa famille.

Pascale Chiron, Jean-Paul Huard, Julie Larnoes et les élu-e-s écologistes de la ville de Nantes  
Sophie Bringuay, Christophe Dougé et les élu-e-s groupe écologiste et citoyen à la région PdL  
Ronan Dantec, sénateur, ancien adjoint à l'environnement de la ville de Nantes  
Jean-Philippe Magnen, ancien président groupe écologiste régional "

## ► 19 août

Importante contribution de JP Chevènement

(selon le 'Canard enchaîné' du 17/08/2016)

## ► 16 août : Les gendarmes de Saint-Tropez

Vous avez sans doute en tête les films de Louis de Funès "Les gendarmes de Saint-Tropez". A l'époque il était demandé à ces gendarmes de pourchasser les baigneuses qui se dénudaient la poitrine sur la plage. Peut-être qu'aujourd'hui, on va leur demander de pourchasser les femmes trop couvertes !...

N'est-on pas en train de friser le ridicule ?

Soyons clair : je ne ressens aucune sympathie lorsque je croise une femme voilée, qu'elle soit musulmane ou bonne sœur. Je ressens cela comme un symbole de domination sexiste. Mais les sociétés qui imposent un style vestimentaire ne me semblent pas beaucoup plus recommandables...

Par contre, il en est tout autrement du voile intégral : le BA-BA de la vie en société, c'est de pouvoir reconnaître la personne qui est en face de nous dans tous les actes élémentaires de la vie courante (par exemple lorsqu'une mère vient chercher ses jeunes enfants à l'école).

Ce style de vêtement (ainsi que la cagoule, ...) est d'ailleurs interdit par la loi. Et il est important de défendre cette loi.

## ► 5 août : "Il fait toujours plus chaud sur la planète"

Le rapport sur l'année 2015 de la NOAA (l'agence américaine responsable de l'étude de l'atmosphère et des océans rassemblant 450 scientifiques de 62 pays) est catastrophique. Montée des "températures de l'air et des océans, montée du niveau des mers, émissions de dioxyde de carbone, fonte des glaces, multiplication d'évènements climatiques extrêmes, pluies diluviennes et incendies gigantesques...des dizaines de records sont battus sur la cinquantaine d'indicateurs présentés dans cet Etat du climat en 2015. Et la plupart d'entre eux montrent indiscutablement « **une tendance au réchauffement de la planète** », assurent les auteurs" (cf Le Monde du 4 août 2016).

Ce quotidien titre d'ailleurs : "Globalement, il s'agit de l'année la plus chaude enregistrée sur la terre par les météorologues depuis 1861" (date de début des mesures).

Et que font les gouvernements ?

177 pays ont signé l'accord de Paris lors de la COP 21 fin 2015. Mais seuls 22 l'ont ratifié : essentiellement des Etats insulaires, qui ne représentent que 1% des émissions de Gaz à Effet de Serre.... !

## ► Après les derniers attentats, la course au FN est repartie :

Une bonne partie de la droite est en train de prôner l'instauration d'un véritable Etat policier. Certains prennent comme exemple Israël, véritable Etat colonial d'occupation. D'autres proposent d'interner les citoyens « fichés S » par la police. C'est oublier un peu vite que les fiches S ne sont en aucun cas des condamnations de justice. Or en France, jusqu'à présent, la justice condamne les auteurs de faits criminels avérés et jugés ; pas de signes qui pourraient laisser supposer que la personne pourrait commettre des crimes ! C'est la justice qui rend la justice, pas la police. Bien entendu, les surveillances policières sont nécessaires. Mais instaurer un tel Etat policier donnerait raison à DAESH qui pourrait démontrer facilement que l'Etat pratique une discrimination envers les musulmans qu'ils sont les seuls à défendre...



## Juillet 2016

### ► 30 juillet : Croissance en panne

Les chiffres publiés par l'INSEE montrent que la croissance française a été en panne au second trimestre 2016. Cela confirme l'analyse que j'ai publiée sur l'évolution du chômage en mai et juin 2016, qui constate une inversion de tendance : alors que l'augmentation du chômage devenait de plus en plus faible depuis un an, elle repart à une légère hausse depuis 2 mois.

Pour relire l'article sur l'analyse du chômage en juin, [cliquer ici](#).

### ► 29 juillet - Construction de deux centrales ERP : le gouvernement anglais hésite encore

Le projet en question est la construction par EDF (AREVA auparavant) de deux centrales EPR en Angleterre à Hinkley Point d'ici février 2026, avec une participation de capitaux chinois (à hauteur de 33,5%). Soulignons qu'aucune centrale EPR n'a pu être terminée à ce jour : les trois centrales en construction (Chine, Finlande, Flamanville) accumulent les années de retard et les déficits (prix bientôt triplé à Flamanville). A tel point que les écologistes, mais aussi TOUS les syndicats de salariés d'EDF sont opposés à cette aventure. Le directeur financier de EDF a même démissionné pour protester.

La semaine dernière, le Conseil d'administration d'EDF a voté pour s'engager dans cette construction en Angleterre à l'arraché (10 administrateurs sur 18), mais avec l'aval du gouvernement.

Nouvel obstacle non prévu : le nouveau gouvernement anglais vient de décider de prendre le temps de réfléchir et a suspendu sa décision jusqu'à l'automne.

Souhaitons que le gouvernement anglais soit assez sage...

### ► 11 juillet. Région : Retailleau et sa majorité donnent priorité aux biscottes plutôt qu'aux lycées

Le vendredi 8 juillet, lors de la Commission permanente, Bruno Retailleau a annoncé une subvention de plus de 390 000 € pour une étude sur la fragilité des biscottes (présentée par l'industrie agro-alimentaire). Par contre, il a décidé l'annulation ou le report de plus de 4 M€ de travaux dans des lycées, concernant la rénovation énergétique et l'accueil dans les établissements !

Pour lire le communiqué de presse du groupe des élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#)

### ► 10 juillet : Les pro-aéroport menacent

Dans une conférence de presse, les pro-aéroport exigent de l'Etat l'évacuation de la ZAD et le démarrage rapide des travaux. Ils ajoutent "D'ici fin septembre, si l'Etat ne tient pas sa promesse d'évacuer la Zad, nous prendrons des initiatives de terrain pour vider les lieux." (cf Ouest-France du 9/07/2016)

On imagine bien Alain Mustière, qui n'a jamais réussi à organiser la moindre manifestation de masse, à la tête d'un commando d'intervention... !

## Juin 2016

► 7 juin - loi travail : Le Président Hollande lance un appel "*Il faut savoir terminer une grève*". Cela vient après d'autres déclarations de membres du gouvernement allant dans le même sens.↵

Mais on peut leur retourner le compliment : étant donnée la proximité de la coupe d'Europe, pour éviter aux spectateurs venus de toute l'Europe les désagréments de transports en commun perturbés, **il serait incompréhensible que le gouvernement ne fasse pas le geste d'ouvrir le dialogue et la négociation sur cette loi avec les syndicats qui recueillent la majorité des voix aux élections professionnelles.**

### ► La Région veut couper les vivres à la Confédération Paysanne↵

Lors de la prochaine commission permanente de lundi 6 juin, la majorité régionale proposera au

vote une baisse de 60 000 euros de la subvention de la Confédération paysanne, syndicat qui défend une agriculture paysanne, respectueuse de l'environnement, de l'emploi agricole et de la santé des consommateurs. Si elle est votée, cette mesure entrainera de grosses difficultés de fonctionnement de ce syndicat agricole et sans doute des licenciements.↵

Cela serait-il lié à la position hostile de ce syndicat au transfert de l'aéroport nantais à Notre Dame des Landes ???↵

Les groupes d'élu.e.s écologistes et PS au Conseil régional contestent ce projet. Pour lire leur communiqué commun, [cliquer ici](#).

---

## Mai 2016

### ► 24 mai : Un peu gonflé, le camarade Valls !↵

Manuels Valls a dénoncé l'extrémisme de la CGT qui insiste dans les grèves contre la loi travail. Il dit qu'il y a eu un temps de négociation qui a abouti à des compromis avec les syndicats réformistes, mais que maintenant il faut "*respecter le temps du débat démocratique au parlement*". Il oublie juste qu'il a arrêté ce débat démocratique, qui venait seulement de commencer, en utilisant le 49.3 !

► **Il n'y a plus de groupe écologiste à l'Assemblée nationale** : Depuis la démission d'EELV de plusieurs députés, un compromis était intervenu pour maintenir ce groupe écologiste à l'Assemblée nationale (idem au Sénat), ce qui donne quelques moyens et droits supplémentaires. Cet arrangement technique n'est pas choquant car, même s'ils sont en désaccord sur la question de l'alliance avec le PS, tous ces élu.e.s ont des références écologistes communes qui n'existent pas avec les autres composantes de la gauche.↵

Le groupe était donc représenté par deux président.e.s de groupe (un.e de chaque sensibilité : François de Rugy et Cécile Duflot). Mais, suite à la démission de Denis Baupin de la Vice-Présidence de l'Assemblée nationale, c'est François de Rugy qui l'a remplacé ; ce qui a entraîné sa démission de co-Président du groupe écologiste (pour incompatibilité). Les 'sortis' de EELV ont donc proposé, comme Co-présidente du groupe écolo, une de leurs membres : Véronique Massonneau. Proposition qui a été refusée par Cécile Duflot.↵

Conséquence, les ex EELV ont démissionné du groupe écolo et ont adhéré au groupe PS rebaptisé « socialistes et écologistes ». Faute du nombre de députés requis, le groupe écolo n'existe plus et les députés toujours EELV sont maintenant "non-inscrits" avec moins de moyens et moins de droits à l'Assemblée.↵

J'ignore les raisons de ce blocage de Cécile Duflot. Mais elle a beau crier publiquement au complot organisé par François Hollande, on ne peut que constater que c'est la voix de l'écologie qui sort affaiblie de cette histoire.

### ► 24 mai : Bonne nouvelle

Pour la première fois, le Portugal a tourné pendant 4 jours avec de l'électricité d'origine renouvelable (vent, solaire). Le précédent record était détenu par l'Allemagne le 8 mai : ce jour-là, 82% des besoins en électricité avaient été couverts par les énergies renouvelables.↵

Pendant ce temps, la France est à la traîne et bat régulièrement les records de retards et de surcoûts pour la construction des centrales nucléaires de type EPR !...

### ► 24 mai - Autriche : le pire évité↵

Difficile, en effet, de parler de victoire dans une élection présidentielle qui donne presque 50% à un candidat d'extrême droite xénophobe, même si le vainqueur est écologiste.↵

L'Union européenne pousse un ouf de soulagement, mais il est plus qu'urgent qu'elle se réforme en profondeur : alors qu'elle apparaissait pendant un temps comme garante des normes environnementales communes (même si le pendant social faisait défaut), elle est ressentie de plus en plus aujourd'hui comme une oligarchie technocratique qui impose progressivement une logique libérale, avec le soutien de la droite et du PS.

### ► 21 mai : Pour éviter la rue, à Nantes, les mineurs étrangers vivent en squat↵

"Toujours épuisés, souvent victimes de violences, ils débarquent un beau jour dans une ville

française." Ainsi commence l'article du *Monde* consacré au sort de ces jeunes mineurs étrangers isolés à qui on a refusé le statut de mineur. L'enjeu ? Si le jeune est reconnu comme mineur, alors le Conseil départemental doit le prendre en charge. Et il y consacre déjà 12 millions €. Alors on épluche les papiers, on fait des tests osseux (dont la fiabilité n'est pas établie), ... S'il n'est pas reconnu comme mineur, alors il se retrouve à la rue et en grand danger. Seules la Cimade, le Gasprom et Médecins du monde leur viennent en aide avec leurs faibles moyens.↵  
Pour lire l'article du Monde, [cliquer ici](#)

### ▶ **Le 22 mai : le 26 juin, le vote par procuration, c'est possible**↵

Si vous êtes en déplacement le 26 juin, il est possible de voter par procuration. Il suffit de trouver quelqu'un qui accepte de voter pour vous, à condition qu'il soit inscrit sur les listes électorales de la même commune que vous. ↵

- Pour lire la marche à suivre, [cliquer ici](#). Vous trouverez également sur ce document un appel aux dons pour le financement de la campagne de la coordination des opposants à NDDL. ↵

- Documents à remplir pour le vote par procuration : [cliquer ici](#)

### ▶ **17 mai : Nadine Morano donne des leçons au pape**↵

Interrogée ce matin sur France-inter à propos des propos du pape, qui parle de "*racines au pluriel*" de l'Europe et pas seulement chrétienne, Nadine Morano a déclaré son désaccord : ce pape est argentin et ne connaît encore pas bien l'Europe, a-t-elle déclaré.↵

Elle avait d'ailleurs critiqué "*l'opération de communication un peu maladroite*" du Pape François lorsque celui-ci avait ramené à Rome douze réfugiés syriens de sa visite de l'île grecque de Lesbos.↵

Cette grande experte en chrétienté aurait-elle oublié "**l'infaillibilité**" du pape ???

### ▶ **La loi biodiversité détricotée par la droite sénatoriale**↵

C'est le pire scénario qui a eu lieu : la droite sénatoriale a annulé la taxation sur l'huile de palme dont la culture en Afrique a pour conséquence la diminution des cultures vivrières ; elle a supprimée la date d'application de l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes, ...↵

Pour lire le communiqué du groupe écologiste du Sénat, [cliquer ici](#).

### ▶ **Interpellons les "senaTUEURS d'abeilles" !**↵

Dans le cadre du débat sur la loi pour la protection de la biodiversité, un amendement sénatorial avait reporté l'interdiction des insecticides néonicotinoïdes au 1er septembre 2022 (!), alors que le projet de loi la proposait au début 2017.↵

Plus récemment, les députés ont ramené la date d'application (malgré le ministre de l'agriculture) au 1er septembre 2018.↵

Insupportable pour la majorité de droite au Sénat ? Il faut le croire, puisque la commission du Développement Durable du Sénat vient de proposer ... la suppression de l'interdiction !!!↵

Cette loi vient en débat au Sénat à partir d'aujourd'hui.↵

**Il est donc urgent de signer la pétition de *Agir pour l'Environnement* et de la faire parvenir aux sénateurs de votre département [en cliquant ici](#)**

### ▶ **Grave pollution au fuel à Ste Anne/brivet :**↵

Le 5 avril dernier, à Tragouët, sur la commune de Ste Anne sur Brivet, lors de travaux d'enfouissement d'une ligne électrique, la canalisation d'hydrocarbure reliant la raffinerie de Donges au dépôt de Vern-Sur-Seiche a été percée. Ce sont ainsi plus de 550 m3 de fioul qui ont été rejetés dans la nature. Outre la pollution du ruisseau du Tragouët et des étangs de Guignaud, il y a un risque de pollution des nappes d'eau souterraines, comme la préfecture de Loire-Atlantique l'a affirmé dans son communiqué du 14 avril.↵

En effet, la nappe phréatique de Campbon se situe en partie dans le sous-sol de Ste Anne sur Brivet. Ce réservoir de 100 millions de m3 approvisionne en eau potable le territoire de la CARENE et se situe aux portes du Parc Naturel Régional de Brière, zone humide d'intérêt national.↵

Malgré la mobilisation rapide de moyens conséquents par la préfecture et la mairie, 380 m3 resteraient aujourd'hui dans la nature et peuvent polluer gravement eaux et sols.↵

Les élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional sont intervenus sur cette question lors de la Commission Permanente du 29 avril 2016. Franck NICOLON, co-président du groupe Écologiste et citoyen, a demandé au président du Conseil régional, Bruno RETAILLEAU – sénateur, qui aime à rappeler qu'il est l'un des initiateurs de la reconnaissance du préjudice écologique – que la Région se mobilise aux côtés du territoire touché par la grave pollution et pour aider la commune de Ste Anne sur Brivet. Le président de la Région a pris acte de la demande des élus écologistes qu'il met à l'étude.↵

Pour lire le communiqué des élu.e.s écologistes et citoyens au Conseil régional, [cliquer ici](#).

### ► 1er mai : Une manif qui sent le gaz : ↵

La stratégie policière lors de la manifestation du 1er mai à Paris ne semble pas avoir été bien comprise.↵

Voulant, semble-t-il, couper le début de la manif constitué de "casseurs", du reste du cortège, les policiers ont coupé cette manifestation en deux : le second morceau a été immobilisé beaucoup de temps, sans comprendre pourquoi ; et la première partie, constituée de pas mal de manifestants "ordinaires", a largement été arrosée de gaz lacrimo. et quelquefois de coups.↵

D'où les protestations syndicales contre la stratégie policière ... pas claire.



Avril 2016

### ► Hé oh monsieur le président !↵

Si, à l'occasion de la signature de l'accord sur le climat par 175 pays, en même temps que le 30ème anniversaire de la catastrophe nucléaire de Tchernobyl, vous en profitez pour prendre de vraies décisions pour la transition énergétique et pour décider de la fermeture de plusieurs centrales nucléaires françaises (sans attendre 2018), plutôt que d'investir de nombreux milliards € pour prolonger de 10 ans la vie de ces centrales, qui seraient plus utiles dans les énergies renouvelables, ...vous feriez preuve de responsabilité et de cohérence...↵

C'est le genre de message que Jean-Philippe Magnen vient d'envoyer dans une tribune publiée par 'Le Plus du Nouvel obs'. Pour lire la tribune, [cliquer ici](#).

### ► 20 avril : Anniversaires...

- **Révolution des œillets au Portugal le 25 avril 1974** : l'armée de conscription et professionnelle, épuisée par les guerres coloniales en Angola et Mozambique, renversait la dictature de Salazar par une révolution sans mort et sans coup de feu, un œillet dans le fusil.↵

Pour écouter "Grândola Vila Morena", qui est le chant qui a servi, à la radio portugaise, de signal pour le déclenchement de la révolution des œillets, [Cliquez ici](#). C'est aussi le moment de penser à **Valdo**, mon cher amis portugais disparu en juin 2012 : [cliquer ici](#).



- **Catastrophe de Tchernobyl : 30 ans** Et pourtant, la France s'entête dans son échec industriel et financier de l'RPR (triplement du prix et 6 ans de retard pour Flamanville, échec en Finlande, ...). Le gouvernement veut même s'engager à construire 2 EPR en Angleterre, contre l'avis des syndicats de EDF qui crient casse-cou.
- **Evacuation des sans-papiers de l'église St Bernard à Paris : 20 ans** Et pourtant, ils sont toujours 450 000 en France, dont beaucoup travaillent au noir, sous une fausse identité ou sous une identité "empruntée". Et l'Europe se déchire sur l'accueil des réfugiés du Moyen Orient ou d'Afrique. Et la France ne se précipite pas pour en accueillir plus...

▶ **15 avril : L'Europe et le glyphosate (round up de Monsanto)** ←

Ce composé chimique a été classé comme "*probablement cancérigène*" par l'Organisation Mondiale de la Santé (OMS). Et l'autorisation de vente de ce produit en Europe arrive à échéance en juin 2016. ←

La commission européenne a proposé de renouveler l'autorisation de ce produit pour 15 ans. De son côté, la Commission environnement du parlement européen a proposé de l'interdire. Et très courageusement, le parlement européen a voté... **une autorisation pour 7 ans !!!**

---

**Mars 2016**

▶ **20 mars : Interdiction des insecticides néonicotinoïdes** ←

Au terme de plus de deux heures et demi de débats, les députés ont interdit les insecticides néonicotinoïdes. L'association '**Agir pour l'environnement**' précise quand même : "*Mais, malheureusement, un amendement repousse la date d'application de cette interdiction au 1er septembre 2018 (initialement fixée au 1er janvier 2017 par la commission du Développement Durable). Entre ce vote et l'interdiction définitive prévue le 1er septembre 2018, plus d'un million de colonies d'abeilles auront disparu en France !*" ←

L'association dénonce "(les)pressions du ministre de l'agriculture chimique qui a mis tout son poids dans la balance pour tenter d'éviter une interdiction des pesticides "tueurs d'abeilles". Stéphane Le Foll a multiplié les pressions, notamment en adressant un courrier aux députés socialistes afin de les enjoindre de remettre en cause l'interdiction." ←

Pour lire le communiqué de 'Agir pour l'environnement', [cliquer ici](#)

▶ **Le 9 mars, manifestation contre "la loi travail El Khomri"** ←



←  
Grosse mobilisation pour cette manifestation : 10 000 personnes à Nantes **selon la police** et 5000 à Saint Nazaire. Un nouvel appel est lancé pour une autre manif samedi 12 mars à 10h30 place Royale.

---

Demain place du Bouffay à Nantes Europe Ecologie Les Verts appelle à manifester à 14h00 pour le retrait

du projet de loi (manifestation organisée par l'UNEF et plusieurs syndicats de salariés). ←

"*Plutôt que le copier-coller du cahier des charges du MEDEF, avec des logiques de flexibilité profondément inhumaines et inefficaces, les écologistes préfèrent une logique de progrès social et de vivre-mieux par la réduction du temps de travail, l'instauration du revenu de base permettant d'assurer la dignité de chacun avec le lancement d'une étude de faisabilité, la création d'un million d'emploi par la transition écologique et des droits supplémentaire à la formation tout au long de la vie.*" ←

Pour lire le tract national de EELV, [cliquer ici](#).

### ► 7 mars - Accueil des Rom : polémique entre Maires

Non seulement depuis de nombreuses années, les Maires de l'agglomération font évacuer les Rom qui arrivent sur leur commune et se les renvoient, au mépris du droit des enfants à être scolarisés, en complète contradiction avec la possibilité d'une intégration efficace et au bénéfice de petites mafias qui se greffent toujours sur ces situations douloureuses ; mais maintenant, voilà qu'ils en viennent aux mots !

Ainsi, le Maire d'Indre accuse le Maire de Saint-Herblain d'avoir dirigé vers sa commune les familles Rom expulsées de Carquefou. Mais au fait, pourquoi n'accuse-t-il pas le Maire de Carquefou d'avoir fait procéder à l'expulsion ?...

Quand la Présidente et les Maires de Nantes Métropole se décideront-ils à définir une politique équitable et humaine d'accueil des familles Rom, en lien avec la Préfecture, les Maires de Loire-Atlantique et le Conseil départemental ?

### ► 7 mars : La concertation municipale à Ste-Luce

Communiqué de presse de CLEMENTINE : *"L'association CLEMENTINE exprime sa surprise d'apprendre par la presse municipale le projet de jardins familiaux à la Minais sans la moindre consultation. En réponse à un courrier envoyé aux élus en juin 2014, dénonçant le gel du projet arrêté par la précédente municipalité, monsieur le Maire avait répondu : "Toutes les parties prenantes à cette affaire dont votre association bien entendu, seront consultées avant le choix, que nous souhaitons pouvoir faire dans un bref avenir". Il y a moins d'une semaine, lors d'une réunion de travail organisée par la mairie, la question a été abordée et la réponse a été que le projet avançait mais n'était pas encore finalisé..."*

*Malgré l'absence de consultation, CLEMENTINE se réjouit de voir enfin aboutir la réalisation de jardins familiaux sur la commune, projet qu'elle porte depuis plusieurs années. Elle espère que les jardins de la Minais seront les premiers d'une longue série."*

Comme je le disais dans les "brèves de conseil" de février ([cliquer ici](#))

*"Quant aux demandes de création de commissions extra-municipales ou groupes de concertation sur les questions d'urbanisme, de seniors ou du développement durable, la majorité indique que cela doit entrer dans le champ de travaux du Conseil de développement lucéen."*

Il faut le dire clairement : le Conseil de développement peut donner un avis citoyen sur des questions de prospective (PLUM, Centre-ville, ...). Mais pour les décisions municipales de plus court terme, c'est à la municipalité d'organiser la concertation avec les associations et les habitants.

### ► 3 mars : les ROM chassés de Carquefou

Suite à la demande de la Maire de Carquefou et à sa pétition très 'limite', la préfecture a envoyé la police pour évacuer les 200 ROM qui étaient stationnés sur le site inoccupé du Moulin-Boisseau.

Ils sont partis avec leurs misérables caravanes pour aller ...on ne sait pas où, puisqu'aucune solution ne leur a été proposée. Ils vont donc de commune en commune de l'agglomération, d'expulsion en expulsion : une honte pour Nantes Métropole ! Cela fait penser à Calais ...

Aux dernières nouvelles, les Maires de l'agglomération devaient -enfin- se réunir aujourd'hui pour évoquer ce problème. Quelles décisions vont-ils prendre ???

### ► 3 mars : Le nucléaire en question

Suite au projet de la Ministre de l'environnement et de l'énergie de prolonger la vie des centrales nucléaires française de 40 à 50 ans (!), le canton suisse de Genève vient de porter plainte pour "mise en danger de la vie d'autrui et pollution des eaux" : la centrale électronucléaire de Bugey (seconde plus vieille centrale française) se situe à 80 km ; les suisses ont compris, depuis Tchernobyl, que les frontières ne sont pas étanches aux pollutions nucléaires.

Pour lire l'article du *Monde* sur la question, [cliquer ici](#).

Et Michèle Rivasi de conclure : *"Le plus inquiétant dans cette annonce de prolongation, c'est qu'elle est en contradiction complète avec les objectifs fixés par la loi de transition énergétique : pour respecter l'objectif de diminution de la consommation énergétique et le seuil des 50% d'électricité d'origine nucléaire à l'horizon 2025, nous devrions fermer de 17 à 20 réacteurs et non pas les prolonger. C'est donc un renoncement de plus, celui de trop"*.

### ► 3 mars : Le principe pollueur-payeur remis en cause par le gouvernement

Imaginez Total considéré comme non responsable des dégâts causés par le naufrage de l'Erika, parce que ce navire a reçu une autorisation de naviguer de la part de l'Etat. C'est exactement la signification de l'amendement déposé par le gouvernement à la loi sur la biodiversité : une remise en cause du principe pollueur-payeur !

"Dans le cadre du projet de loi biodiversité, le gouvernement a déposé un amendement qui permettrait aux industriels de ne pas avoir à payer pour les préjudices écologiques qu'ils auraient causé, si tant est qu'ils disposaient d'une autorisation légale pour leurs activités. Un recul environnemental historique alors même que c'est la Secrétaire d'État Barbara Pompili qui est censée porter ce projet de loi." Commente Michèle Rivasi (députée européenne EELV).

Même si cet amendement est pour le moment retiré, on peut ainsi mesurer la pertinence du choix de participer à ce gouvernement de la part de certains "écologistes"...

C'est la raison pour laquelle Michèle Rivasi dénonce "les 'écolos zéros', une espèce invasive dont la prolifération porte hautement préjudice à la cause écologique !"

## Février 2016

### ► Le Plan Local de l'Habitat adopté par le Conseil communautaire de Nantes Métropole

Vendredi 26 février, Le Conseil de Nantes Métropole a examiné et très largement approuvé le Plan Local de l'Habitat (82 voix pour et 13 abstentions). Et cependant, comme le titre "Presse-océan", il y a eu un "Large consensus pour construire plus".

Les élu.e.s de Sainte-Luce, qui ne se sont pas exprimé.e.s lors du débat, nous expliqueront sans doute leur position au prochain Conseil municipal ...

### ► L'Europe et le RoundUp

Les 7 et 8 mars prochain, les experts des États membres devront se prononcer sur le renouvellement de l'autorisation du glyphosate dans l'UE jusqu'en 2031. Cette substance active du célèbre herbicide RoundUp de Monsanto est pourtant considérée comme "probablement cancérigène" par l'OMS, et même étiquetée comme tel en Californie. Manifestement comme pour le diesel, le glyphosate serait cancérigène pour les Californiens mais inoffensif pour les Européens. Réaction de Michèle Rivasi : [cliquer ici](#).

### ► Le Parlement européen exige un embargo sur la vente d'armes à l'Arabie saoudite

Le Parlement européen a adopté ce jeudi 25 février la demande des écologistes européens de mettre immédiatement un terme à la vente d'armes à l'Arabie saoudite, principal responsable de la dégradation du conflit au Yémen. Le Parlement européen exhorte les États européens à respecter leur engagement commun du 8 décembre 2008 qui proscrie l'exportation de technologie et d'équipements militaires pouvant contribuer à l'instabilité régionale ou pouvant servir à commettre des violations graves du droit humanitaire international.

Pour lire l'intervention des députés écologistes au Parlement européen, [cliquer ici](#).

### ► "Traduire la FNSEA en justice"

Tel est le titre de l'article paru dans "Libération" et signé par deux spécialistes de l'alimentation. Ils y dénoncent les positions pro-libérales de la FNSEA qui ont provoqué la crise actuelle en France, et l'insuivisme du gouvernement.

Pour lire l'article, [cliquer ici](#).



### ► Tribune dans "le monde.fr" ↵

Pour lire la tribune signée par des personnalités telles que Martine Aubry, Daniel Cohn-Bendit, Benoit Hamon, Yannick Hamon, Christian Paul, Claude Alphandéry, Daniel Cohen, Michel Wieviorka, ..., [cliquer ici](#).

### ► Le 23 février - La Maire de Carquefou joue un jeu dangereux ↵

Chassés d'autres communes de l'agglomération, des familles Rom ont installé un campement improvisé sur le terrain de l'ancien site de système U à Carquefou. A la demande de Nantes Métropole, un jugement d'expulsion a été ordonné, mais la Préfecture tarde à exécuter le jugement. Du coup, la Maire vient de mettre en ligne, sur le site de la mairie, une pétition pour obtenir cette expulsion. ↵

Bien entendu, ouvrir de telles vannes est tout à fait dangereux ; et ce qui devait arriver arriva : un certain nombre de commentaires xénophobes ou carrément racistes ont accompagné certaines signatures. ↵

La Maire, Me Dubettier-Grenier, explique que la commune accueille déjà 20 familles Rom ; il n'est donc pas question de la soupçonner de complaisance par rapport à ce genre de commentaires. ↵

Mais monter des parties de la population les unes contre les autres n'a jamais été une bonne façon de gouverner. De plus, Me la Maire doit être considérée comme directrice de publication du site municipal sur internet. Et à ce titre, elle est peut être tenue pour responsable du contenu publié : la moindre des prudences dans une opération aussi scabreuse, c'est de se donner les moyens de modérer les expressions sollicitées !

### ► Le 22 fév. : Les propositions de Louis Gallois ↵

Lors d'une interview ce matin sur France-Inter, Louis Gallois (ancien Directeur général de la SNCF) a présenté deux mesures sur des sujets très différents :

- - Au sujet de la « jungle » de Calais, il a demandé qu'il n'y ait pas de précipitation, mais la constitution d'un Comité de pilotage composé de représentants de l'Etat et des associations pour faire une évacuation progressive, avec à chaque fois des solutions pour les réfugiés.
  - A propos de la réforme du code du travail, il a regretté qu'elle ne comprenne que des mesures pour faciliter les licenciements. Il a proposé des mesures pour favoriser le maintien des salariés dans les entreprises lorsqu'elles ont des difficultés (ex réduction temporaire du temps de travail, ...), comme cela s'est fait en Allemagne. ↵



Evaz Fiskall - Optimisation fiscale d'Ikea

Ce nouveau meuble Ikea, facile à assembler si vous êtes familier des bonnes astuces, vous donne l'opportunité de cacher votre argent sans occuper beaucoup d'espace. Personne, notamment l'administration fiscale, ne le remarquera.

### ► Le 18 février : IKEA, roi de la fraude ↵

Selon une nouvelle étude dévoilée par les Verts européens, les stratégies fiscales montées par IKEA lui ont permis de ne pas payer un milliard d'euros d'impôt au cours des six dernières années en utilisant des paradis fiscaux européens. ↵

Pour lire le dossier, [cliquer ici](#)

### ► NDDL 17 février : Manuel Valls contredit par une expertise des services de l'environnement ↵

Manuel Valls répète à chaque fois qu'il le peut que le déplacement de l'aéroport à NDDL est, entre autres, une nécessité environnementale (afin de protéger le lac de Grandlieu). ↵

Mais le "Canard Enchaîné" révèle qu'une étude des services de l'environnement (la DREAL) de 2014 dit exactement le contraire : pour les auteurs de l'étude, c'est plutôt ce "déménagement, l'urbanisation de ces terres et leur imperméabilisation qui seraient préjudiciables aux équilibres écologiques de la réserve." ↵

Cela n'empêche pas le même Manuel Valls de continuer de mentir en donnant du menton, comme dans Ouest-France de ce matin... tout en continuant de planquer le rapport d'expertise écologique sur le maintien et l'agrandissement de l'aéroport actuel.↵  
Pour lire l'article du *Canard*, [cliquer ici](#).

↵

▶ **9 février :début du procès Cahuzac**↵

↵

↵

↵

↵



► **L'Etat met 5 milliards € pour éviter l'effondrement d'AREVA :** ↵

Triplement du coût de revient des centrales nucléaires EPR, accumulation des années de retard à la construction, investissement hasardeux dans des mines d'uranium (finalement inexploitable), dépassement des coûts pour l'enfouissement en profondeur des déchets radioactifs –sans pouvoir empêcher les éboulements, ... la filière nucléaire française est un très lourd échec. ↵

Au lieu d'en tirer les conclusions et d'investir massivement dans les énergies renouvelables, le gouvernement choisit de mettre 5 milliards € pour commencer à boucher les trous financiers d'AREVA, au moment où l'Etat réduit drastiquement les dotations de fonctionnement des collectivités locales. ↵

Cela rappelle une histoire : lorsque l'Etat est au fond de l'eau en train de se noyer, on pourrait espérer qu'il trouve l'énergie pour donner un coup de pied et remonter à la surface. Mais non, lorsqu'il est au fond de l'eau, il creuse !... ↵

Pour lire l'article sur ce sujet du « Journal de l'environnement », [cliquer ici](#).

► **La dégressivité des allocations chômage pour favoriser l'emploi : une fausse bonne solution !** ↵

La dégressivité des allocations chômage a déjà été tentée dans le passé par Martine Aubry, sans aucun résultat : dans une période de reprise économique, où il s'agit d'inciter les chômeurs à reprendre vite un emploi, pour accompagner la reprise, cela peut s'envisager. Mais dans la période actuelle, où le chômage continue d'augmenter et bat des records, cela ne serait d'aucune utilité et cela pourrait même accentuer le découragement des chômeurs de longue durée en les installant dans la précarité. ↵

Pour lire le communiqué de presse des élu.e.s écologistes et citoyen.ne.s des Pays de la Loire sur ce sujet, [cliquer ici](#).

---

<b>Janvier 2016</b>
---------------------

► **Sortir de l'état d'urgence :**

Le Collectif nantais "*Sortir de l'état d'urgence*" composé d'associations, de syndicats et de citoyens avec le soutien de partis politiques dont Europe Écologie - Les Verts de Nantes, organise deux événements forts :

- le **Judi 28 janvier à 20h30 la Manufacture des tabacs** pour une soirée-débat : "Pourquoi faut-il refuser la réforme constitutionnelle et exiger la levée de l'état d'urgence ?" avec la participation d' Henri Leclerc, avocat, Président d'honneur de la Ligue des droits de l'Homme
- le **Samedi 30 janvier à 14h30 pour une manifestation** s'intégrant dans la journée nationale de mobilisation contre l'Etat d'urgence : la manifestation partira du Palais de justice et le rassemblement est prévu à 14h30 Une pétition nationale initiée par le Collectif regroupant une centaine d'associations et syndicats : "*Pour nous, c'est définitivement non !*" est également ouverte aux signatures : [cliquer ici](#)

Par ailleurs un rapport (75 pages) du Syndicat de la Magistrature analyse les enjeux de l'institutionnalisation de l'état d'urgence. Il met en évidence, par exemple, que l'état d'urgence ne s'attaque pas seulement, loin s'en faut, au terrorisme, mais à toute action ou groupement dont on pourrait *supposer* qu'ils menacent *l'ordre public*. Et on a bien vu, à l'occasion de la COP21, des militants écologistes assignés à résidence, alors qu'ils n'avaient rien à voir au terrorisme islamiste. Pour lire un court extrait de ce rapport, [cliquer ici](#).

► **Un mort sur le site d'enfouissement de déchets nucléaires de Bure**

L'expérimentation d'enfouissement des déchets nucléaires de haute activité à 500 mètres sous terre qui est menée à Bure par l'Andra (Agence Nationale pour la gestion des déchets radioactifs) doit démontrer que ces couches géologiques sont stables et que le stockage est réversible. Il serait en effet complètement irresponsable d'enfouir ces déchets hautement dangereux pour des milliers d'années et de fermer les yeux sur les pollutions engendrées.

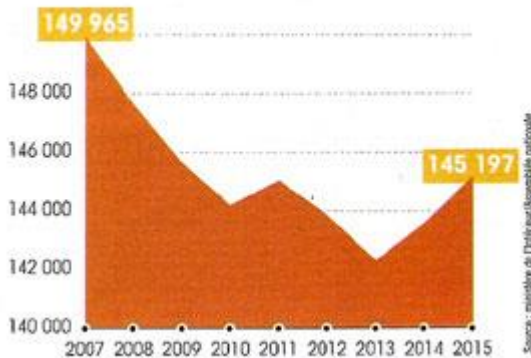
Malheureusement pour ce projet, que les écologistes jugent trop risqué, cet éboulement à 490 mètres de profondeur, qui a fait un mort et un blessé, démontre que la réversibilité est une illusion...

► **Les inégalités se creusent dans le monde :**

Un article de "20 minutes" met en lumière que les 62 personnes les plus riches du monde possèdent autant d'argent que les 3,5 milliards des plus pauvres. De la même façon, les 388 personnes les plus riches du monde possèdent la moitié des richesses mondiales. Tout cela est issu d'un rapport de l'ONG OXFAM (pour le lire, [cliquer ici](#)). Et le principal outil de cet accroissement des inégalités, c'est l'évasion fiscale selon la Banque Mondiale.

Pour lire l'article de "20 minutes", [cliquer ici](#)

**SÉCURITÉ : DES MOYENS HUMAINS INSUFFISANTS**  
Effectif de la police nationale



► **Sécurité publique : les paroles et les actes :**

Concurrencée par le FN, la droite sarkoziste réclame plus de lois répressives et plus de moyens de police. Pourtant, si on regarde les faits, on est un peu surpris de constater que c'est sous la présidence de N. Sarkozy qu'il y a eu une diminution du nombre de policiers, comme le montre le graphique publié par "Alter Eco" de décembre dernier.

► **Le 6 janvier : Pour rire un peu avec le "Canard"**

